



Uniquement destiné aux médias

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Début de la COP 19/CMP 9 : Appel des gouvernements en faveur d'une mobilisation générale pour la lutte contre les changements climatiques

(Varsovie, 11 novembre 2013) – La Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques a commencé aujourd'hui avec un appel lancé par les gouvernements à s'unir pour poursuivre la lutte contre les changements climatiques à tous les paliers de gouvernement et à tous les échelons de la société et des entreprises et pour faire de réels progrès vers la signature d'un accord universel rigoureux sur les changements climatiques en 2015.

Le nouveau président élu de la Conférence des Parties (COP 19/CMP 9), M. Marcin Korolec, ministre polonais de l'Environnement, a déclaré au cours de son allocution d'ouverture que les changements climatiques constituaient un problème mondial que l'on pouvait transformer en nouveaux horizons planétaires.

« C'est un problème si nous n'arrivons pas à coordonner nos actions, mais si nous pouvons unir nos efforts, cela ouvre de nouvelles perspectives. Un pays ou même un groupe ne peut à lui seul marquer la différence. Cependant, tous ensemble, tous unis comme nous le sommes ici aujourd'hui, nous pouvons y arriver », a-t-il ajouté.

Dans son discours liminaire prononcé au stade national de Varsovie, site de la COP 19, Christiana Figueres, Secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, a exhorté les délégués à « saisir l'occasion qui s'offre à nous à Varsovie » afin de sauvegarder notre planète pour les générations présentes et futures.

« Il nous faut demeurer attentifs, ne ménager aucun effort tout au long de la réunion et aller chercher un résultat positif, car ce qui arrive ici dans ce stade n'est pas une compétition sportive. Ce n'est pas deux camps qui s'affrontent, mais toute l'humanité qui attend de nous une réponse. Il n'y aura ni gagnant ni perdant, nous vaincrons ou échouons tous en fonction de l'avenir que nous aurons décidé pour nous-mêmes ».

Mme Figueres a rappelé les sombres réalités des changements climatiques et l'intensification des phénomènes extrêmes prévue depuis longtemps par les scientifiques du climat, prenant comme exemple l'effroyable typhon Haiyan qui vient de dévaster les Philippines, l'un des typhons les plus violents à n'avoir jamais atteint les côtes.



Elle a indiqué les principaux secteurs dans lesquels la COP 19 peut marquer des progrès :

« Nous devons assainir les finances de manière à permettre au monde entier d'évoluer vers un développement à faible émission de carbone. Il est impératif de mettre en place un mécanisme destiné à aider les populations vulnérables à faire face aux effets imprévus des changements climatiques. Nous devons aussi établir un plan efficace pour satisfaire les objectifs de l'avant-2020 et continuer d'éclaircir les éléments d'un nouvel accord permettant de façonner les programmes d'action mondiaux en matière de climat, d'économie et de développement pour l'après-2020 ».

De plus, la réunion de Varsovie se centrera sur les décisions qui rendront entièrement opérationnels les nouveaux mécanismes relevant de la CCNUCC destinés à aider les pays en développement sur le plan des finances, de l'adaptation et de la technologie. Il s'agit du Fonds vert pour le climat, du mécanisme technologique et du Comité de l'adaptation, tous lancés à Cancún en 2010.

Mme Figueres a souligné que la réunion de Varsovie se déroule dans un contexte général de prise de conscience du fait que les changements climatiques sont réels et en processus d'accélération, mêlé à une volonté accrue de la part des populations, du secteur privé et des gouvernements de prendre les mesures qui s'imposent, à tous les niveaux de la société et à tous les échelons politiques.

« Une foule de mesures peuvent être prises en matière de climat. Non seulement pour des raisons environnementales, mais également pour des questions de sécurité, de gouvernance et d'efficacité énergétique et économique. La volonté politique et l'appui de la population sont au rendez-vous. Un nouvel accord universel sur le climat est à notre portée. Les institutions, les banques de développement, les investisseurs et les gouvernements infranationaux sont prêts. Les faits scientifiques décrits par le GIEC sont indéniables. Il revient aux Parties de guider l'élan en faveur du changement et d'unir les efforts vers l'échéance de 2015 ».

Afin de mettre en lumière l'esprit d'initiative grandissant et les contributions croissantes aux efforts de lutte contre les changements climatiques en provenance de tous les secteurs de la société, un forum des entreprises sera organisé par les Nations Unies et le gouvernement polonais la semaine prochaine parallèlement à la réunion. Les représentants de villes et régions se réuniront lors de la première « Journée des villes » pour discuter de leurs actions. Et une « Journée des femmes » soulignera le rôle des acteurs féminins dans le secteur du climat.

Également la semaine prochaine, le secrétariat de la CCNUCC mettra en avant les activités phare de l'initiative «Un élan en faveur du changement », actions menées dans le domaine du climat qui donne des résultats positifs sur le plan du financement novateur, du rôle des femmes et des populations urbaines pauvres. De plus, l'initiative lancera une nouvelle composante qui met l'accent sur les contributions du secteur de l'information et de la technologie en vue de réduire les émissions et de renforcer les capacités d'adaptation et de réponse.

Sont présents à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de Varsovie (11 au 22 novembre) délégués gouvernementaux et représentants du monde des affaires et de l'industrie, d'organisations de protection de l'environnement, d'établissements de recherche et de médias. Plus de 100 chefs d'État et de gouvernement et ministres sont attendus pour le segment de haut niveau, qui



Page 3

commencera le 19 novembre et dont la clôture prévue le 22 novembre sera marquée par une plénière décisionnelle.



La CCNUCC

Avec 195 Parties, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques regroupe pratiquement tous les pays de la planète. Le Protocole de Kyoto, qui en est issu en 1997, compte pour sa part 192 États membres. Dans le cadre de la première période d'engagement de ce dernier instrument, 37 États formés de pays hautement industrialisés et de pays en transition vers une économie de marché sont légalement tenus de limiter et de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. A Doha en 2012, la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto a adopté un amendement au Protocole de Kyoto établissant la deuxième période d'engagement. Le but ultime des deux traités est de stabiliser les concentrations atmosphériques de gaz à effet de serre à un niveau qui n'interfère pas de manière dangereuse avec le système climatique.

Voir également : < http://unfccc.int/meetings/warsaw_nov_2013/meeting/7649/php/view/press.php>

CCNUCC sur Twitter : @UN_ClimateTalks

Secrétaire exécutif de la CCNUCC, Christiana Figueres, sur Twitter : @CFigueres

CCNUCC sur Facebook : [facebook.com/UNclimatechange](https://www.facebook.com/UNclimatechange)